

Déchets

Déchets de Stocamine : en Alsace, les écologistes veulent « lutter jusqu'au bout »



[Thibault Vetter \(Reporterre\)](#)

20 septembre 2021 à 15h34,

Durée de lecture : 5 minutes

Par l'intermédiaire de la société Stocamine, l'État pourrait commencer les travaux de confinement des déchets industriels ultimes au mois d'octobre, qui

pollueront un jour la plus grande réserve d'eau potable d'Europe. Collectivités, députés et associations locales tentent d'empêcher le début du chantier.

Strasbourg, correspondance

Les centrales à béton sont déjà installées, en cette moitié du mois de septembre 2021. Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, a acté en janvier dernier la volonté du gouvernement de confiner 42 000 tonnes de déchets industriels ultimes, contaminés à l'arsenic, au cyanure ou encore à l'amiante, sous la nappe phréatique à Wittelsheim, dans la banlieue de Mulhouse (Haut-Rhin).

Ils ont été placés là, dans une ancienne mine de potasse, par Stocamine, société détenue par l'État, entre 1999 et 2002. L'activité de l'entreprise a cessé à cause d'un incendie dans la mine, causé par des déchets entrés irrégulièrement. Depuis, la quasi-intégralité est restée dedans, alors que la gestion du site et son contenu présentent de nombreuses irrégularités.

Ce qui paraît en revanche certain, c'est que malgré le confinement des déchets par le béton, ceux-ci seront un jour en contact avec la nappe phréatique rhénane, la plus grande réserve souterraine d'eau potable en Europe. Des associations, des collectifs et les élus locaux demandent depuis vingt ans le déstockage des déchets afin de protéger la ressource en eau. *« On ne comprend pas comment une telle décision peut être prise, dit sidéré Philippe Aullen, membre du collectif Destocamine, joint par Reporterre. Des professionnels mineurs et des entreprises ne cessent de dire que le déstockage est possible. Pourquoi ne pas le faire ? »*

Pour Barbara Pompili, la sécurité des mineurs prime : la mine s'effrite et s'effondre sur elle-même au fil du temps, rendant le déstockage de plus en

plus dangereux. « *Comme si la sécurité des travailleurs était importante pour l'État*, ironise Jean-Pierre Hecht, ancien mineur et représentant du personnel de Stocamine. *C'est absurde. On parle d'aller sur Mars, mais on ne peut même pas tenter de régler un problème à 500 mètres sous terre, pour préserver l'eau potable ?* » La ministre argue aussi que la pollution causée par les déchets sera comparable à « *une goutte d'eau dans une piscine olympique* ».

« *On n'est pas sûrs de ce qui est dedans, et de comment l'eau ruissellera sous terre*, rétorque Philippe Aullen. *On ne peut plus leur faire confiance dans cette affaire. Le gouvernement présentait le projet comme exemplaire en matière de sécurité dans les années 1990. Résultat : au bout de trois ans, un incendie dans la mine dû à une fraude a mis fin à l'activité du site. Alors, quand ils nous disent qu'il n'y aura pas de pollution sévère, c'est impossible de les croire.* »



Le site à Wittelsheim. © Thibault Vetter/Reporterre

Les militants « déterminés à lutter jusqu'au bout »

Un arrêté préfectoral du 23 mars 2017 autorise le confinement illimité des déchets. Il a été attaqué par le conseil départemental du Haut-Rhin, la région Grand Est, la commune de Wittenheim et Alsace Nature. Leurs recours ont tous été rejetés le 5 juin 2019 par le tribunal administratif de Strasbourg. L'affaire a été portée devant la cour d'appel administrative de Nancy, dont l'audience devrait avoir lieu avant la fin de l'année 2021. La Collectivité européenne d'Alsace (Cea), à majorité Les Républicains (LR), a déposé le 10 septembre dernier une requête en référé-suspension pour empêcher le début des travaux. La Cea dit refuser le principe d'un confinement, qui rendrait impossible le déstockage. Elle rappelle que le stockage des déchets avait été autorisé en 1999 en raison de l'engagement de l'État à rendre possible un déstockage. Le confinement vient donc trahir cet engagement.

La Cea s'est d'ailleurs proposée pour prendre la responsabilité du déstockage en organisant les opérations. *Reporterre* a pu consulter une lettre envoyée par Jean Rottner, le président de la région Grand Est, au collectif Destocamine. Il y affirme que ses « *services sont en relation avec trois industriels* » potentiellement capables de sortir les déchets. Il écrit aussi : « *Nous nous refusons à laisser ce dossier dans le fatalisme et l'acceptation démunie d'une décision unilatérale de l'État, dont la responsabilité sur ce dossier reste engagée.* »

Parallèlement, le député LR de la circonscription concernée, Raphaël Schellenberger, a déposé mi-septembre une « *proposition de résolution européenne* ». L'objectif de la manœuvre : transformer la commission de suivi du site de Stocamine, présidée par le préfet, en commission locale, ce qui permettrait de donner la gouvernance du dossier au Département ou à la Région. Ainsi, l'évolution de Stocamine pourrait être débattue par

les parlementaires. D'ailleurs, vingt députés et eurodéputés allemands et français, dont des écologistes comme Michèle Rivasi ou Karima Delli, ont cosigné une lettre envoyée fin mai et destinée au président Emmanuel Macron, l'exhortant à trouver une alternative responsable.

Mais pour l'instant, sur le terrain, les travaux préparatoires se poursuivent. Le début du coulage du béton est prévu mi-octobre, et les militants de Destocamine sont mobilisés. Ce vendredi 17 septembre, sept d'entre eux se sont enchaînés en bloquant symboliquement l'entrée du site pour empêcher l'arrivée des camions transportant le sable pour faire le béton. « *On ne sait pas exactement quand ils arriveront, mais on montre qu'on est là et déterminés à lutter jusqu'au bout* », prévient Philippe Aullen. Au même moment, les élus du Conseil Rhénan – rassemblant des élus allemands, français et suisses – ont adopté une résolution s'opposant à l'enfouissement définitif des déchets dangereux à Stocamine : « *[...] le Conseil Rhénan s'oppose à la décision prise par le ministère de la Transition écologique en janvier 2021 de procéder au confinement immédiat du site de Stocamine sans déstockage supplémentaire* », écrit le Conseil Rhénan, demandant le « *déstockage immédiat* » des déchets.

Après cet article

Enquête – Pollutions

En Alsace, des déchets toxiques sous la plus grande réserve d'eau potable d'Europe



Déchets